



La Soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

23 octobre 2000

Par l'équipe du Collectif

Numéro 40



Un ami américain

Nous avons reçu la semaine dernière une lettre que Sanford Berman, un citoyen américain, tente de faire publier dans les journaux de sa ville. Il y cite le travail du Collectif en exemple et énonce les principes qui guident la proposition de loi. «Les Américains qui veulent faire la bonne chose pourraient prendre exemple sur nos voisins canadiens, écrit-il. Pourquoi ne pas insister pour que chaque candidat, législateur et fonctionnaire adopte ces principes sensés et agisse en conséquence?»

Le saviez-vous?

Suite au mini-budget martin, la CSN faisait remarquer que l'écart entre le revenu après impôt des ménages du premier et du cinquième quintile s'est accru entre 1994 et 1998 et que seul le pouvoir d'achat des plus riches avait augmenté entre 1989 et 1990. En d'autres mots, le revenu des mieux nantis qui était 7,2 fois plus élevé que le revenu des plus pauvres en 1994 est désormais 8,5 fois plus élevé. Et ça continue encore et encore...

Une réunion du Collectif

Le Collectif se réunira le 26 octobre prochain à Montréal. Après cette rencontre, il nous sera possible de vous donner plus de détails sur le dépôt de la pétition qui s'en vient à grands pas et la suite des choses pour les prochaines semaines.

Signatures à la pétition

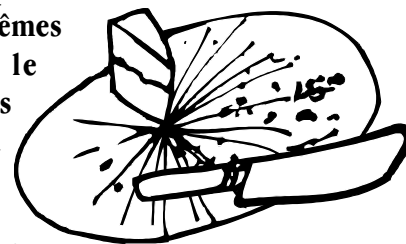
208907

Appuis d'organismes

1500 00/10/19

Mini-budget, grosses inégalités

Bonjour tout le monde! Il semble bien que nos gouvernement s'entêtent à répéter les mêmes erreurs. Il y deux semaines c'était le gouvernement du Québec qui donnait des miettes aux femmes et aux plus pauvres. La semaine dernière, c'était le mini-budget de Paul Martin qui continuait à accroître les inégalités entre les plus pauvres et les plus fortunés.



Dans son budget pré-électoral, le Ministre des finances du Canada a fait des très grosses baisses d'impôt (les baisses envisagée atteignent maintenant plus de 100 milliards sur 5 ans) mais n'a pratiquement rien redistribué aux personnes qui sont trop pauvres pour en payer. Rien pour les logements sociaux, rien non plus pour la santé, l'éducation et l'aide sociale. Le gouvernement fédéral continue de laisser tomber ceux et celles qui ont payé le plus cher l'atteinte du déficit zéro, au prix la dégradation de leur conditions de vie déjà précaires, le tout en usurpant les surplus de l'assurance-emploi.

L'allocation accordée aux personnes et ménages les plus pauvres pour les aider à se chauffer cet hiver malgré la hausse de prix du carburant «ne représente qu'une miette que Paul Martin a accepté de laisser tomber d'une table mise pour d'autres» et permet «tout juste que les pauvres ne s'enfoncent pas un petit peu plus dans une misère déjà scandaleuse», disait François Saillant du FRAPRU, jeudi dernier. Et en même temps que certainEs manquent de tout, le gouvernement retourne 1,3 milliard à des contribuables très bien nantis en diminuant l'impôt sur les gains en capitaux.

Par ce genre de politiques le gouvernement dit aux personnes et ménages des deux cinquième les moins riches qu'il ne méritent rien parce qu'il ne sont pas des contribuables, parce qu'ils ne paient pas d'impôts. Nos éluEs ont oublié que contribuer à la collectivité ne passe pas nécessairement par le travail salarié, que tout le monde est citoyenNE de ce pays et contribue à la richesse collective, peu importe sa situation financière.

Le plus grave, c'est que les décisions de Paul Martin démantèlent un niveau de solidarité fiscale que nous avons mis des générations à construire et qui pourrait, s'il était maintenu, fournir les ressources nécessaires à l'élimination de la pauvreté. Le parti au pouvoir aura préféré échanger la solidarité pour une poignée de votes.

Ça enrage de voir des gouvernements supposés nous représenter créer autant d'injustice. La balance est truquée. Mais ce qui est bien avec ce genre de colère, c'est que ça donne de l'énergie et que ça nous rappelle que si nous nous battons, c'est pour détruire cette balance et pour que chaque personne soit de la pesée.

Petit rapport de notre visite à l'Assemblée nationale

L'adoption d'une motion pour souligner la Journée internationale de l'élimination de la pauvreté, mardi dernier à la rentrée parlementaire, a donné lieu à un débat en Chambre entre les partis.

C'est Lucien Bouchard qui, tel que promis le 29 août dernier au Collectif et à la Marche mondiale des femmes, a proposé aux parlementaires de souligner cette journée. Tous les partis représentés à l'Assemblée nationale y sont allés de leur propre déclaration.

Malgré ces belles paroles, les réponses décevantes du gouvernement aux revendications de la Marche mondiale des femmes ont fait se demander à Martine Brassard, qui vit la pauvreté, si les membres de l'Assemblée nationale «étaient vraiment en faveur de nous aider». «Ils en parlent et ils lisent leurs lignes, c'est tout. Ils n'écoutent pas le peuple», a-t-elle déploré.

Martine assistait à la rentrée parlementaire en compagnie de Vivian Labrie du Collectif et d'Emilia Castro qui représentait pour l'occasion la Marche mondiale des femmes. Même si elles ont apprécié que l'ensemble des partis prennent la parole pour souligner la Journée internationale de l'élimination de la pauvreté ainsi que l'impact de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, qui culminait le jour même à New York, toutes trois ont constaté qu'il reste beaucoup de chemin à faire pour tenir un tel débat au niveau non partisan qu'il mérite.

Les interventions des partis

En présentant sa motion, Lucien Bouchard a fait allusion au manque de ressources pour résoudre à court terme les multiples causes de la pauvreté. À ce sujet, le Collectif fait remarquer qu'une importante ressource est immédiatement disponible. En préparant sa proposition de loi sur l'élimination de la pauvreté, il a réuni en deux ans une expertise citoyenne manquante au gouvernement, celle de milliers de personnes en situation de pauvreté ou non et de nombreuses organisations sur le terrain.

En ce sens, c'est l'intervention du chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, qui a le plus marqué le type d'accueil

attendu par le Collectif de la part des parlementaires québécois. En effet, M. Dumont a annoncé l'intention de sa formation d'approfondir sa réflexion à partir du travail et de la proposition du Collectif et de pousser l'Assemblée nationale à faire de même.

«Je pense qu'on pourrait se rejoindre, a-t-il déclaré, sur l'idée que lorsque des dizaines, des centaines de milliers de citoyens font une démarche, travaillent, obtiennent des signatures, ils puissent devenir des citoyens législateurs.» Cette déclaration est bienvenue à quelques semaines du dépôt de la pétition du Collectif.

Quant au parti de l'Opposition officielle, ses interventions en faveur d'une politique globale de lutte contre la pauvreté et son encouragement au Collectif dans la poursuite de son travail auraient laissé les porte-parole du Collectif et de la Marche moins froides si son chef, Jean Charest n'avait pas désapprouvé la déjà très minime hausse de 0,10\$ du salaire minimum annoncée par le gouvernement aux représentantes de la Marche la semaine dernière, position qui enlève beaucoup de crédibilité à ses propos.

«Nous allons rester terriblement mobilisées, ont averti les porte-parole à leur sortie de l'Assemblée nationale. Le prochain budget, c'est maintenant qu'il se prépare et il serait intolérable qu'il ne donne pas effet à ces mesures qui ont un grand caractère d'urgence pour les

personnes qui sont aux prises avec des situations dramatique de survie quotidienne. La direction à prendre au plus vite, c'est la réduction des écarts entre riches et pauvres. Et avec les surplus dans les finances publiques, les moyens sont plus que là.» Sauf que le fédéral de gaspiller les siens dans son mini budget... 



**Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté**
C.P. 1352 Terminus, Québec, Qc, G1K 7E5
Site WEB: www.pauvrete.qc.ca
Tél.: (418) 525-0040 / Fax: (418) 525-0740
Courriel: pauvrete@dic.net
Nos bureaux sont situés au 165, de Carillon dans la Basse-Ville de Québec.